

PROPOS INTRODUCTIF DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA CHANCELIERE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

5 FÉVRIER 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Merci Madame la Chancelière, chère Angela. En effet, la technologie malgré tout ne compense pas les bonheurs de la convivialité et de la présence à deux, mais nous allons pallier cette distance physique par ces deux écrans qui se superposent.

En tout cas nous avons tenu, et je tiens à remercier Madame la Chancelière d'avoir accueilli la visio-conférence qui a permis à ce Conseil franco-allemand de défense et de sécurité de se tenir, quelques jours après les deux ans du traité d'Aix-la-Chapelle et un peu plus d'un an et quelques mois après le dernier Conseil franco-allemand de défense et de sécurité à Toulouse. Nous avons en effet pu, depuis le Conseil de défense et de sécurité de Toulouse, mettre en œuvre beaucoup d'avancées que nous avons décidées.

Le lancement sous présidence allemande du Conseil de l'Union européenne du travail sur la boussole stratégique, le lancement de la Facilité européenne de paix, notre coordination sur les questions spatiales pour promouvoir des normes de comportement responsable, notre coopération en Afrique à travers le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel et l'appui européen, l'EUTM Mali, notre coordination pour préparer le sommet de Londres de 2019, qui a permis justement de déboucher sur le rapport des Sages et le groupe de travail pour préparer le nouveau concept stratégique de l'Alliance, la présence avancée renforcée de l'OTAN dans les pays baltes dans laquelle nous avons réinvesti et les coopérations industrielles, en particulier les accords en matière d'export d'armements.

Je refais la liste de tous ces projets que nous avons annoncés en octobre 2019 et qui sont autant de réalisations concrètes qui ont été déclinées dans les mois qui ont suivi jusqu'à notre Conseil d'aujourd'hui. D'un point de vue stratégique, nous avons, à la fois dans notre discussion à deux, puis dans ce Conseil franco-allemand, réaffirmé notre conviction dans un agenda de souveraineté européenne, dans ce concept d'autonomie stratégique européen qui s'inscrit dans une ambition et un partenariat transatlantiques, mais qui nous paraît être une nécessité dont le couple franco-allemand, d'un point de vue industriel, géopolitique, stratégique, est évidemment le cœur. Et je crois que la réaffirmation de cette conviction profonde qui est la nôtre est importante dans un double contexte.

Premièrement, avec une nouvelle administration américaine qui semble vouloir se réengager dans notre voisinage au Proche et Moyen-Orient et qui aura une nouvelle approche, vraisemblablement, de l'OTAN.

Mais d'autre part, dans un contexte de montée des tensions que nous connaissons depuis plusieurs années et qui sont réaffirmées, là aussi, dans notre voisinage, au sens large quand nous voyons la situation qui continue de se dégrader en Syrie, où les derniers événements que rappelait Madame la Chancelière et sur lesquels nous sommes totalement en ligne et solidaires comme ce qui se passe en Russie.

Je ne reviendrai pas sur les 3 grands chantiers que nous avons aujourd'hui discutés. Je n'ai rien à ajouter ou retirer de ce que Madame la Chancelière vient d'évoquer. Sur les projets industriels, nous devons et voulons avoir des résultats. L'ensemble des projets que nous avons discutés aujourd'hui s'inscrivent dans la mise en œuvre d'une conviction stratégique que je viens de rappeler, qui a été exprimée par Angela MERKEL à l'instant. Elle s'inscrit aussi dans le cadre juridique que nous avons négocié, acté, et qui, à l'automne 2019, s'est transcrit par un plein accord sur les exports d'armements qui a été soutenu par l'ensemble des parties prenantes de la coalition aujourd'hui aux responsabilités.

En effet, il y a deux grands projets industriels : Le SCAF et le MGCS, le premier sous leadership français, le MGCS sous leadership allemand, qui avancent de pair. Nous sommes confiants que dans les 15 prochains jours, nous pourrions marquer une nouvelle étape. Ces deux projets, à mes yeux, doivent répondre à deux ambitions. La première : être à la hauteur de notre volonté géostratégique de souveraineté européenne. La seconde : être des projets industriels crédibles, c'est-à-dire qui se fassent le plus vite possible avec la plus grande efficacité pour nos industriels.

L'Eurodrone continue d'avancer et sur l'hélicoptère Tigre, nous avons clairement réaffirmé à l'automne 2019 notre volonté d'avancer ensemble et comme l'a dit Madame la Chancelière, les prochaines semaines seront marquées par des échanges entre nos armées et avec nos industriels pour encore améliorer les conditions de disponibilité.

Sur le Sahel, je tiens d'abord à remercier l'Allemagne de cet engagement en termes de formation qui a été évoqué, le soutien plein et entier de l'intégration à l'EUTM de ce qui sera fait par l'Allemagne et qui est un point important pour notre capacité collective à soutenir les armées sahéniennes. Le sommet de N'Djaména, auquel je me rendrai le 15 et 16 février prochains, permettra, un an après Pau, de faire un bilan d'étape de nos avancées. Les avancées et les victoires réelles en matière de lutte contre le terrorisme, en particulier dans la zone des Trois frontières qui, je le rappelle, était l'objectif principal de Pau, grâce à l'engagement remarquable de nos armées, à l'opération BARKHANE, à la Task Force SABRE, et aussi au partenariat avec les armées sahéniennes.

Et Madame la Chancelière a eu l'amitié de rappeler nos militaires qui sont tombés. Je veux avoir un mot pour les militaires des forces armées maliennes, nigériennes en particulier, qui sont tombés à nos côtés, et un mot pour tous les civils qui, je le rappelle, sont les premières victimes de ce conflit. Nous continuerons d'avancer avec détermination sur ce volet, mais nous aurons une discussion stratégique avec l'ensemble des collègues sahéniens. Très clairement, la discussion à N'Djaména doit se porter sur le retour de l'Etat, des services publics et de l'administration dans les zones libérées du terrorisme. Et donc nous aurons aussi un travail très important pour investir davantage en la matière et préciser les attentes à l'égard des différents partenaires.

Mais ce sera aussi un moment de clarification des engagements des uns et des autres et j'ai pu préparer ce sommet en recevant ici l'ensemble des dirigeants de la région. Je recevrai le Président burkinabé la semaine prochaine à Paris, pour que chaque Etat réaffirme d'abord très clairement son cap stratégique, sa volonté ou non de continuer à s'engager dans ce conflit, ses attentes à l'égard de nos armées. Pour ma part, je ne saurais concevoir en tout cas la présence militaire française que dans un cadre réaffirmé très clairement, celui de la souveraineté des Etats sahéniens et celui de la lutte contre le terrorisme.

Enfin, sur l'OTAN, Madame la Chancelière a rappelé, l'articulation entre le travail de boussole, en effet stratégique, que nous avons lancé sous présidence allemande et qui aboutira sous présidence française et permettra une coordination européenne pour préciser le concept stratégique de l'OTAN, sur la base de notre coordination des travaux des rapports des Sages, rendus il y a quelques semaines, nous permettra, j'en suis convaincu, d'une part, de clarifier les ambitions politiques de l'Alliance, de clarifier nos priorités, mais aussi les règles de bonne conduite entre membres de l'Alliance, ce qui est l'une des propositions fortes du rapport et qui me semble absolument nécessaire à mettre en œuvre.

Au total, notre conseil a permis de confirmer les orientations que nous avons portées ensemble depuis maintenant 3 ans et demi, l'avancée des projets lancés ici même dès le 13 juillet 2017 et la volonté de poursuivre avec détermination dans les prochains mois cet agenda stratégique. Je remercie encore Madame la Chancelière d'avoir accueilli ce nouveau Conseil franco-allemand de défense et de sécurité.

